

# Discours de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, notamment sur l'emploi, les droits du travail et la protection sociale, la situation en Nouvelle-Calédonie, Lille, vendredi 29 avril 1988.

Mesdames, messieurs, chers amis, j'entendais Julien Clerc à l'instant, dans ce poème, cette chanson :

- "Quand les hommes vivront d'amour, il n'y aura plus de misère.
- Les soldats seront troubadours, et nous, nous serons morts, mon frère.
- Dans la grande chaîne de la vie, où il fallait que nous passions, où il fallait que nous soyons, nous aurons eu la mauvaise partie".
- Mais d'autres - et c'est moi maintenant qui intervient - auront meilleure part, et sortant du poème, c'est un peu l'inspiration qui m'animerait ce soir.
- Nous avons à préparer un avenir très proche où, espérons-le, un peu plus de paix et d'amour arbitreront les cœurs, et pour cela nous avons du travail, si nous regardons le monde autour de nous. Je voudrais vous expliquer ce soir comment et pourquoi je vois le rassemblement et l'union des Français.
- Qui refusera l'union des Français pour l'emploi ? J'y viendrai dans un moment.
- Qui refusera le rassemblement et l'union des Français pour la justice, pour la justice sociale ? Je m'y attarderai.
- Qui refusera l'union des Français pour le dialogue entre nous tous, et non pas tous les autres, mais ceux qui se reconnaissent dans les valeurs fondamentales de la démocratie ? C'est là-dessus que je terminerai.

Le rassemblement et l'union des Français, j'en ai parlé depuis le début de cette campagne présidentielle, au point peut-être d'être parfois mal compris, car élargir ses horizons ne contraint pas à abandonner la route sur laquelle on se trouve. D'ailleurs, la fidélité à soi-même reste la règle et la boussole. Je l'ai dit ici et là. Je le répète parce que je le dois, non seulement à mes amis qui sont ici, mais à la France : moi, je suis socialiste. Et si je n'entends pas que toutes les Françaises, que tous les Français qui bientôt vont nous rejoindre, ou qui nous ont déjà rejoints l'autre dimanche `premier tour`, partagent cette conviction, dans tous les sens du mot, il n'empêche que mon propre choix s'est imposé en moi-même non seulement à travers les paroles que je sentais, parce que je sens la nécessité de réunir dans les combats qui nous attendent le plus de femmes et d'hommes possible qui seraient décidés à se comprendre et à s'admettre, qui accepteraient de parler ensemble, d'avancer sur la route, de telle sorte que se retrouve au bout du compte l'immense foule, celle qui entend délivrer, à la fin de ce siècle, les souffrants, les exclus et les abandonnés. L'immense foule qui entend entraîner avec elle, et non pas derrière elle, ceux qui espèrent, parce qu'ils ont du mal, parce qu'ils souffrent, ceux que n'importe quel vent de tempête peut emporter s'ils ne trouvent réponse auprès de nous. Et c'est nous qui serions responsables si nous ne pouvions exprimer les mots qu'ils attendent, c'est nous qui serions responsables des refus définitifs qu'ils opposeraient à notre société.

- Voilà donc notre devoir : à la fois rester ce que nous sommes et cependant ouvrir notre esprit et nos mains pour que les autres aussi sachent qui nous sommes et finalement nous disent : on vous préfère aux autres.\

Je dis : c'est l'union des Français ou la France unie, pour reconquérir le moyen du travail, l'emploi nécessaire pour vivre, mais aussi pour affirmer sa propre dignité, contribuer au développement ou au progrès de notre société, mais dans une société d'hommes libres, où chacun dispose des mêmes droits quel que soit son statut social.

- Et, m'écartant un peu des chemins ordinaires, je voudrais dire que nous saurons reconstituer les emplois dont nous avons besoin quand notre économie, et d'abord nos entreprises industrielles se seront équipées, c'est-à-dire modernisées pour affronter la compétition internationale avec des chances égales ou supérieures aux Japonais, aux Américains et aux autres.

- En sommes-nous capables ? Avons-nous acquis à travers les vingt-cinq dernières années des complexes qui nous feraient penser que nous n'avons pas la mesure, ni l'invention, la science, ni l'application, la technique, ni la constance, le travail ?

- Aurions-nous perdu ce sens de la création que l'on retrouve pourtant à chaque tournant de notre histoire, qui a fait la grandeur de notre peuple ?

- C'est autour de cet enjeu-là que se situeront désormais d'un côté l'espérance, de l'autre le désespoir, d'un côté le rassemblement, de l'autre la division, d'un côté la croyance dans nos valeurs propres, de l'autre le refus.

- Nous expliquons - je m'y efforce - cette modernisation, c'est-à-dire cette adaptation aux conditions actuelles de cette concurrence. Nous ne sommes plus à l'invention de la vapeur, c'était la fin du 18ème siècle. Nous ne sommes plus à l'invention de l'électricité, c'était la fin du 19ème siècle. Nous en sommes à cette fameuse troisième révolution industrielle et, comme si nous nous étions alanguis - je pense en particulier à nos chefs d'entreprises et parfois à nos responsables politiques - comme si l'on refusait de passer d'hier à aujourd'hui, d'aujourd'hui à demain, on a cru que le progrès des connaissances serait facteur de destruction de notre société.

- Eh bien il faut oser. Ce sont les pays les plus modernes, disposant de l'appareil industriel le plus adapté aux technologies de pointe, qui ont le moins de chômage. Il faut désormais lier ces deux notions, alors que pendant vingt-cinq ans on a perdu du temps, bien avant nous, en liant en vérité des notions du passé, les structures anciennes, les entreprises. Et le Nord en a assez souffert.

- Il faut considérer que plus rapidement serait franchie cette distance, plus rapidement vous auriez dans les mains les instruments nouveaux, moins longtemps durerait la crise et le malheur des hommes.\

Et je dis cela dans une région, la vôtre, qui s'est trouvée affrontée plus que les autres à la destruction du tissu ancien, qui représentait souvent vos valeurs, vos valeurs de travail, vos valeurs de solidarité, pour aborder quoi ? L'inconnu.

- Pendant toute une phase, j'ai vu mes amis d'ici angoissés, se sentant incapables de montrer une direction nouvelle à celles et ceux qui étaient leurs compagnons de chaque jour et qui désiraient mobiliser leurs forces autour d'un grand projet.

- Et lorsque nous avons affronté cette époque-là, nous avons décidé, c'était sous le gouvernement de Pierre Mauroy : eh bien ! Abordons les temps futurs ! Préparons les modernisations ! La transition sera dure, elle est trop tardive parce que les autres avant nous ne l'ont pas entreprise. Nous en supporterons sans doute les conséquences politiques pour un temps. Prenons le risque ! Car si nous ne cherchons pas de récompense, elle sera tout de même pour nous, et pour ceux qui nous suivront, dans la certitude que c'est cette génération-là, issue de nos rangs, qui a montré l'exemple et qui a préparé la France au siècle qui vient !

- Quand je suis venu à Lille pour signer l'accord, avec Mme Thatcher, sur le creusement du tunnel sous la Manche, nous savions, Pierre Mauroy et moi, que nous offrions à la région Nord-Pas-de-Calais et même jusqu'en Picardie et, au-delà vers le Nord, à ce pays ami, la Belgique, une chance nouvelle : désormais, vous allez devenir le carrefour, l'un des carrefours de l'Europe par où passeraient les marchandises, mais aussi les hommes, les idées, les projets, les ambitions,

sachant qu'ici se trouvait une population ouvrière de haute tradition, avec le respect de l'instrument de travail, l'application à l'ouvrage difficile. Cette rude génération, ces générations de mineurs, et puis les autres dans le textile... et puis les autres... et puis les autres... tous, nous avons senti qu'ils étaient prêts à équiper autrement qu'auparavant une région appelée à devenir aussi plus puissante, et peut-être davantage encore qu'elle ne le fut lorsqu'on la désignait comme la première région industrielle de France !

- Je ne vous ferai pas la liste des innovations, des transformations, des audaces conduites par le Maire de cette ville `Pierre Mauroy`, et les dirigeants du département, et les dirigeants de la région. D'initiative en initiative, j'ai vu, j'ai pressenti, j'ai deviné que le Nord changeait profondément ses moyens, tout en préservant ses qualités profondes.

- Vous avez encore des temps difficiles devant vous, mais sachez, amis de ce département et de cette région, que vous avez déjà gagné, parce que vous avez osé préparer le temps qui vient !

- Et quand on vous dira un peu plus tard : c'est parce que vous êtes une des régions les plus modernes de France ! Quand on vous dira un peu plus tard : c'est parce que vous avez osé en temps utile, que vous en aurez fini avant les autres avec la lèpre du chômage... ce temps viendra, je vous le dis !

- Il viendra, mais il reste encore à gagner. Et puis, ce n'est pas votre région qui trouvera, à elle seule, les réponses, c'est la France tout entière, et la France dans l'Europe. Je continuerai tout à l'heure mon propos en m'attardant sur ce sujet.\

` Suite sur la modernisation `

- Mais comment faire ?

- Eh bien ! C'est un mot un peu technocratique et un peu embêtant à prononcer - heureusement qu'on dit que ces mots-là collent mal avec moi... je m'en réjouis ! - mais enfin, il faut investir.

- Des investissements. Cela veut dire tout simplement qu'il faut mettre l'argent qu'on a et les moyens dont on dispose de telle sorte qu'ils puissent créer de nouvelles richesses. Alors, on ajoute : investissements productifs, pour être plus clair... c'est-à-dire plus compliqué !

- L'investissement éducatif.

- Que ferons-nous si nous n'avons pas les filles et les garçons capables de maîtriser les instruments qui d'année en année, se démodent et, tous les quatre ou cinq ans, doivent être transformés ? Qui saura s'adapter à cette évolution fulgurante des techniques dans le monde ?

- On le fera si on le sait, et pour savoir il faut apprendre. C'est donc à partir de là, de la plus petite classe, de la maternelle, jusqu'à l'issue du secondaire, et à partir de là dans le supérieur pour ceux qui auront choisi cette voie, c'est dans la formation, et particulièrement la formation sans doute pour la culture générale, mais aussi la formation professionnelle et l'enseignement technique... la préparation d'un jeune - 17 ans, 18 ans, 20 ans, 22 ans - à son métier, au métier qu'il fera, plutôt que de voir aujourd'hui tous ces jeunes voués au chômage tandis que, dans le même moment, il y a de par le monde des machines qui attendent d'être maîtrisées et auxquelles nous ne fournissons pas les femmes et les hommes qui en seraient capables.

- Je vous demande de faire appel à toutes nos réserves et à tous nos moyens. Nous disposons déjà d'un corps enseignant que je ne flatterai pas en disant qu'il est quand même l'exemple, depuis plus d'un siècle, de l'attachement à sa tâche, de la foi dans le savoir et dans la connaissance, de l'amour des intelligences. Ceux qui se penchent sur les enfants, puis sur les jeunes, pour les diriger dans la vie, ou plutôt pour qu'ils puissent se diriger seuls par la suite dans la vie, nous en disposons. Evitons qu'ils soient humiliés, évitons qu'ils soient rejetés, évitons qu'ils soient traités financièrement de telle sorte qu'ils ne puissent pas disposer du temps et de l'énergie suffisante pour se consacrer autant qu'il le faudrait à la tâche qui est la leur. Revaloriser la fonction enseignante, noblesse entre les noblesses.\

` Suite sur l'investissement éducatif `

- Moderniser les équipements. N'êtes-vous pas fatigués de voir ces établissements scolaires poussiéreux, avec ce matériel sans doute sympathique et qui fait rêver, où des générations et des générations sont passées. Mais tout de même, lorsqu'on va un peu à l'extérieur, ceux d'entre vous qui ont eu la chance de voyager, voir ce que c'était que les universités, les collèges ou les lycées, là où la connaissance est placée au premier rang, on se rend compte qu'il faut moderniser

nos équipements, il faut que nous disposions de laboratoires !

- J'ai connu un actuel Prix Nobel américain. Je l'ai connu en France, parce qu'il était Français, et Bourguignon, à Dijon. Il a quitté Dijon parce qu'il n'avait pas de laboratoire. Il est allé à Paris pour en quémander un - il avait poussé loin ses travaux - il n'a rien obtenu, et il est parti pour la Californie. Quatre ans après, il était Prix Nobel, et il est Américain maintenant !

- Quoi ! Est-ce que par milliers et centaines de milliers - c'est ce qu'on appelle "la fuite des cerveaux" -, les plus instruits, les plus capables de maîtriser la science et la matière vont vous quitter, se séparer de nos rivages, abandonner notre Europe, parce qu'à la longue ils ne peuvent supporter l'indifférence dont ils sont entourés et parce qu'ils ne disposent pas du moyen indispensable pour porter plus loin leurs recherches ?

- L'investissement éducatif, la formation, la formation professionnelle, la diversification des disciplines de telle sorte qu'aucune d'entre elles ne nous échappe. On ne sait pas trop par où viendra, par où passera le progrès du siècle prochain, il faut être à l'affût, il faut le savoir et il faut que, dans toutes les régions de France, se lèvent par centaines et par milliers les jeunes qui diront : moi, je suis prêt ! Je me sens capable ! Je peux le faire !

- Et quel est l'adulte - ou plus qu'adulte, puisque je vais me ranger dans la catégorie - quel est celui qui n'est pas étonné d'abord, et puis ensuite émerveillé, de voir de très jeunes enfants manier très aisément toutes les techniques les plus modernes ? Simplement parce qu'ils sont nés pour cela, sans doute, parce qu'ils sont nés avec cela. Et parce que déjà ils parlent un langage qui n'est pas le même que le nôtre, le langage scientifique qui devient peu à peu un langage, moyen de communication entre les hommes de sciences, et qui sera demain le langage de la communication entre les hommes du monde futur ?

- Eh bien ! Si l'on veut l'emploi, il faut commencer par former hommes et femmes, il faut produire la ressource humaine. Malheureusement, pendant un quart de siècle, ce chantier a été pratiquement abandonné. On se plaint du délabrement que nous avons dû gérer pendant les premières années. Mais c'est parce que, dans le temps de la facilité, dans les trente années précédentes, rien n'avait été vraiment prévu, sauf dans quelques domaines choisis, là où les entrepreneurs avaient eu l'intelligence de comprendre. Ce n'était pas le plus grand nombre. Nous avons dû, je dois le dire, consacrer beaucoup de temps, de peine et d'énergie pour partir de presque rien.\

L'investissement éducatif aussi par la recherche. Il nous faut des savants et il nous faut des techniciens. Songez que nous avons consacré une part importante des crédits de l'Etat à la recherche scientifique et que l'un des premiers actes du gouvernement parvenu après mars 1986 a été de réduire de plusieurs milliards ces crédits. Au point que le ministre chargé de gérer cette pauvreté nouvelle et déplorable, chargé aussi d'exécuter - exécuter dans le sens d'une exécution, un poteau ou un échafaud - les grands organismes scientifiques, aussi bien le CNRS que l'INSERM ou l'INRA, chargé de restituer imprudemment au privé - comme on dit - ce qui était un des joyaux de la gestion publique, au point qu'il s'en est plaint dans de longues pages éclairantes dans lesquelles il raconte par le menu les déceptions qui furent les siennes !

- L'investissement éducatif suppose des savants, suppose la maîtrise de la matière, suppose la traduction de cette science dans les mille et une technologies qui feront le paysage des hommes, qui le font déjà, qui le feront avant la fin du siècle. Et la fin du siècle, c'est dans douze ans.\

Alors, quand nous aurons cet instrument humain, quand les filles et les garçons, qui auront grandi, géreront à leur tour notre société, ils auront compris, eux et à la fois ils nous rendront justice, ils reconnaîtront notre effort et, peut-être aussi la forme de courage qu'il a fallu aux deux chefs de gouvernement qui se sont succédés, Pierre Mauroy et Laurent Fabius, à leur équipe dirigeante, à leur ministre de l'économie et des finances, à ceux qui ont tenu l'économie dans leurs mains, quel que soit le domaine : industrie, agriculture notamment. Toutes et tous ont fait leur devoir et je n'ai pas accepté d'admettre, comme on m'y a invité, qu'ils avaient manqué à leur mission. Aussi, quand le moment est venu, j'ai changé mes propres plans de ce qui me restait d'avenir. Puisque la chance était là, il fallait mener à bien cette tâche, peut-être par de nouveaux chemins, mais pour le même but, pour le même objectif. Puisque la chance existait, alors il me

semblait qu'elle devait être saisie au passage, je vous prie de le croire, non pas pour moi - je pourrais avoir d'autres perspectives que de recommencer, non point que je m'en lasse tellement, mais tout de même, permettez, je voyais bien autour de moi d'autres hommes ou femmes parfaitement capables de mener à bien cette tâche, au bord même d'une réussite reconnue - mais parce que l'événement nous a pris à la gorge £ alors, j'ai décidé de m'engager dans ce combat qui s'achèvera l'autre dimanche.

- A partir de là, que demander de plus ? Fallait-il plus de liberté ? Nous l'avons déjà fait. Nous avons dessiné le chemin qui devait nous conduire à la liberté des prix £ on en était à quelque 77 ou 78 % en mars 1986, abordant franchement les conditions de la concurrence qui nous attendait. On nous dira : mais, pour des socialistes, c'était difficile que de s'exposer à pénétrer dans un monde à dominante libérale ? Eh bien, acceptons donc l'enjeu, de même qu'à l'intérieur d'un pays - il n'y a pas que le nôtre, voyez l'Espagne, voyez ce que fut l'Allemagne, voyez ce que sont les Pays scandinaves, ce que fut, un temps, la Grande-Bretagne - la roue tourne. Pourquoi donc ne pas essayer, dans le -cadre de l'Europe, de convaincre les 320 millions d'hommes et de femmes, que là était leur chance aussi, dans une position, dans un choix politique et économique qui ne se traduirait pas par la loi de la jungle, par l'abandon des plus faibles, qui comprendraient - mais j'en dirai un mot dans un moment - que la politique sociale, de justice sociale, de dialogue social, de cohésion sociale, c'était la condition même de la réussite économique et de la grandeur du projet ?

- Alors, on peut encore faciliter la tâche des entreprises. On peut, par des exemptions ou des crédits d'impôts, développer les investissements sur place pour que les bénéfices des entreprises, au lieu de se perdre dans des poches inconnues, de se disperser dans les airs pour se retrouver quelquefois dans des coffres-forts au-delà des frontières, tout cet argent soit replacé tout de suite pour produire de nouvelles richesses au sein de l'entreprise elle-même.\

Oui, il nous faut contribuer, et sur le -plan matériel et sur le -plan immatériel, à l'investissement économique. Il ne faut pas oublier l'investissement social dont je viens de dire un mot et sur lequel vous me permettrez de m'attarder. L'investissement social, c'est le rassemblement et l'union des Français au sein de l'entreprise, pour que chacun voie reconnue sa dignité, pour que le dialogue s'engage, pour que le projet de l'entreprise, pour que le budget de l'entreprise, pour que le bilan de l'entreprise, pour que les conditions du travail, pour que l'aménagement du travail, pour que le temps de travail, pour que le droit de licenciement, pour que tout ce qui touche à la vie des hommes et des femmes dans l'entreprise - y compris leur formation économique, les comités d'entreprises formés à toutes les disciplines modernes - et voilà ce qu'ont voulu les lois Auroux qui portent le nom d'un de vos ministres pour que tout cela soit traduit par une politique contractuelle et pour que l'ensemble des problèmes qui touchent nos travailleurs soient discutés, traités et négociés par eux avec leurs partenaires.

- Pour que l'on se débarrasse de cette conception à laquelle il est difficile de ne pas céder nous avons dû assurer une transition, je le répète, difficile, imposer par la loi ce qui peut être fait par la bonne volonté réciproque, par le consentement mutuel, bref, par le dialogue, au sein de l'entreprise, dans les branches et en même temps au niveau de la France et de l'Etat, dans la relation de ceux qui gouvernent et de ceux qui produisent.

- Le dialogue ! Je disais tout à l'heure que là où il y a cohésion sociale, il y a réussite économique. J'ai fait relever la liste des 100 entreprises, comme on dit dans ce langage que je n'aime guère, les plus performantes du monde. 91 de ces entreprises sont parmi celles qui ont le plus fait avancer le dialogue social dans leur groupe et leur entreprise, aussi bien au Japon qu'aux Etats-Unis d'Amérique, aussi bien en Allemagne qu'en France. De telle sorte qu'on ne peut plus séparer aujourd'hui le terme économique du terme social. La réponse sociale est une réponse économique.\

` Suite sur l'investissement social `

- Alors, on comprendra dans les milieux où l'on ne veut pas savoir, où l'on nous montre du doigt, que nous apportons la cohésion sociale pour un objectif noble qui s'appelle le partage. Le partage des responsabilités et aussi, pourquoi ne pas le dire, le partage des profits en respectant

naturellement le rôle de chacun sans croire que cela puisse être traduit par un égalitarisme dont il n'est guère d'exemple et qui ne serait pas forcément l'aiguillon nécessaire pour qu'une société avance. L'égalité des droits et la capacité de partager tous les profits du travail en commun ! Au nom de quoi considérerait-on que le travail le plus modeste n'a pas contribué autant que le plus sophistiqué à la réussite de tous ?.. Voilà pourquoi je réclame pour l'emploi un investissement éducatif, de formation et de recherche, des investissements économiques pour la modernisation pratique de l'instrument, un investissement social par le développement du dialogue et de la cohésion que j'appelle de mes vœux et que nous sommes plus en mesure que quiconque de permettre à notre nation parce que c'est la raison-même de notre action, parce que c'est l'idéal qui nous habite, parce que si vous êtes ici et là, tous engagés dans un combat politique vous l'avez déjà dépassé. Ce n'est pas simplement la politique pour le pouvoir, c'est aussi la politique pour transformer la société vers plus de justice, vers plus de liberté, vers plus d'égalité, vers plus d'efficacité, car ces termes sont complémentaires.

- Tout cela n'est possible que si, au point de départ, il y a l'égalité des chances. Nos enfants, vos enfants et les plus jeunes qui sont encore des enfants, ici même, doivent savoir que c'est là que commence la vie, que c'est là que s'affirme la chance. Je veux dire que ce n'est pas un jeu de hasard, mais c'est la capacité de se réaliser soi-même avec ses qualités d'intelligence, ses qualités d'imagination, ses capacités d'ardeur au travail, d'assiduité à la tâche qu'on s'est assignée, avec l'esprit d'invention qui devra de plus en plus s'exercer car on change et on changera de métier, on change et on changera de lieu, on change et on changera à mesure que les métiers changeront parce que les technologies changent vite, et il faut le savoir. Même si, bien entendu, on est, comme je le suis moi-même, bien décidé à ne jamais couper ses racines, à demeurer attaché à son terroir où finalement l'on revient toujours lorsque la vie s'achève, mieux vaut encore y rester si l'on y trouve le moyen d'y vivre. Pour cela, il faut qu'à l'intérieur de chaque région, il y ait les équipements nécessaires.\

Investissement éducatif, investissement économique, investissement social, investissement européen. C'est une façon aussi de créer l'emploi que d'ouvrir les frontières. Un rapport vient d'être publié par la Commission européenne - Jacques Delors qui nous fait la joie d'être ici - a présidé à ses travaux. Quand on lit ce rapport, on apprend et on comprend que dans les cinq années qui viennent, notre vie à nous, Français sera peut-être profondément transformée. Elle ne le sera pas par la vertu du Saint-Esprit, les travailleurs français, ceux qui sont sans emploi, - grâce à la disparition des frontières, à la circulation des marchandises, à la circulation des hommes, des femmes, à la circulation des idées, à la possibilité de confronter des expériences avec le dynamisme d'une puissance de 320 millions d'habitants, première puissance commerciale du monde déjà, demain virtuelle première puissance technologique du monde, demain première puissance virtuelle dans l'ordre de l'industrie, elle est ou elle pourra l'être dans le domaine agricole, elle l'est ou elle peut l'être, elle l'est déjà dans le domaine de la culture - auront leur chance. Imaginez notre chance. Comment ? On ne va pas la saisir ?

- Certes, ce rapport a le tort de faire rêver, puisqu'il conclut - et je demande à voir - que dans les cinq ans qui viennent, en Europe bien entendu, pas simplement en France, c'est-à-dire à l'intérieur de nos douze pays de la Communauté, il y aurait place pour 2 millions d'emplois nouveaux, même si l'on n'a pas de politique d'accompagnement audacieuse, pouvant aller jusqu'à 5 millions d'emplois, si tous les pays se décident à accompagner, à équilibrer, à investir, à réaliser, à raser les inégalités qui les séparent, à équiper les régions pauvres.. Bref, c'est le plus vaste chantier qu'on ait connu depuis peut-être l'origine des temps de l'Europe. C'est le plus vaste chantier, et je le répète, ce sont les experts qui le disent. N'ayons pas de mot cruel pour les experts, ils sont bien utiles. Mais une fois qu'ils se sont exprimés, c'est aux autres de mettre en oeuvre. Ils nous ont indiqué la perspective : c'est par notre travail, par notre entente, et par l'Europe que nous parviendrons au terme de cette route.\

La chance européenne, la perspective européenne.. J'ai parlé tout à l'heure du tunnel sous la Manche. Vous voyez se dessiner de nouvelles grandes voies, les voies ferrées : c'est nous qui avons décidé, après avoir reçu en héritage le TGV Paris-Lyon-Méditerranée - oui, nous l'avons reçu en héritage £ c'est un très très beau train à grande vitesse. admirable. même - ou fait

regard en héritage de ce que nous avons fait de grands succès, commerciaux, même de fait, décider par les gouvernements dont je parlais qu'il fallait désenclaver les régions appauvries de l'Ouest et du Sud-Ouest.

- Et puis nous avons décidé le TGV qui, remontant vers le Nord, se redistribuerait à la fois vers la Grande-Bretagne, vers la Belgique, vers la Hollande, vers l'Allemagne. Nous en sommes là, en attendant celui qui filera vers l'Est, vers Strasbourg, et qui gagnera le Sud de l'Allemagne, l'Autriche, qui dérivera vers la Suisse.

- Bref la France, dans tout cela, avec les autoroutes, les canaux trop souvent oubliés, se trouvera située exactement au point géographique de rencontre, au carrefour de ces richesses nouvelles. On devra passer par chez nous !

- Lorsque j'ai décidé d'accepter l'élargissement de l'Europe à l'Espagne et au Portugal, nous avons en vérité débloqué le cul de sac que formait le Sud de la France, ouvert à des villes comme Bordeaux, Toulouse, Béziers, Montpellier, Pau, Perpignan, l'accès au reste de l'Europe. Mais surtout nous avons recentré la France de telle sorte que la richesse de l'Europe nous entoure, si nous savons y faire, bien entendu, si nous savons parvenir au terme de notre effort, qui ne sera pas fini demain matin, il y faudra dix ans, vingt ans, mais nous y arriverons.

- La France sera au centre du plus bel ensemble politique, économique, technique qui aura été construit depuis les anciens temps où nous apprenions l'histoire de Rome. Encore était-ce l'histoire des conquêtes et des guerres, confiée au génie du peuple et de quelques grands capitaines. Mais il ne s'agit pas de cela pour nous, il s'agit d'une conquête pacifique. J'ai toujours dit : il faut maîtriser la matière par la science et par la technique. Vous, les plus jeunes, mettez cela dans vos mains, dans votre esprit. Je dis maintenant : maîtrisons nos ambitions, destinons-les à la paix, mais aussi à la communication entre les hommes. Gardons nos richesses les plus sûres, celles de notre culture, celles de notre langage, mais n'ayons pas peur de perdre dans la confrontation et nous y gagnerons, si nous savons bien entendu nous battre comme il convient. Investissement éducatif, investissement économique, investissement social, investissement européen...

- Alors si ces conditions sont réunies, tournons-nous maintenant vers les chefs d'entreprise.

- Une curieuse déviation s'est opérée dans l'esprit public. C'est vrai que nous le faisons nous-mêmes à l'encontre des gouvernements que nous combattons, et nous avons quelquefois tort. On ne nous a jamais ratés nous-mêmes, lorsqu'un indice montrait un léger fléchissement quelque part. Cela n'a pas toujours été le cas puisqu'hier encore je disais, sur le plan de notre commerce extérieur et de nos produits manufacturés, c'est-à-dire industriels, qu'en 1985, sous le gouvernement de Laurent Fabius, avec Edith Cresson, nous sommes parvenus à un excédent de 90 milliards de francs. Alors que nous sommes retombés en 1987 au chiffre le plus bas depuis 1969, moins 11 milliards ! Entre 1985 et 1987, voyez la chute ! Et les explications les plus savantes pour justifier ce phénomène n'empêcheront pas qu'hier on gagnait de l'argent et qu'aujourd'hui on en perd.

- Mais en réalité, s'adresser au gouvernement pour lui demander des comptes sur les grands thèmes et les grands équilibres de la politique générale, c'est normal. Mais peut-être devrait-on songer aussi que si la France n'est pas en mesure encore d'affronter la compétition, si ce dernier mois nous avons eu une perte de notre commerce extérieur de plus de 5 milliards de francs - mauvais augure pour l'entrée dans l'Europe qui nous attend dans quatre ans et demi -, si les choses se passent ainsi, c'est aussi parce que le plus grand nombre des chefs d'entreprise n'a pas su moderniser les équipements, n'a pas su engager le dialogue social, s'est privé de ses atouts.

- Or il arrive souvent qu'ils nous montrent du doigt, et lorsqu'il s'agit de se prononcer politiquement, une certaine déviation se produit. C'est comme dans une épuisette, nous ramassons beaucoup d'eau, mais il n'y a guère de poissons !

Eh oui, je m'adresse aux chefs d'entreprise et je ne prends pas le ton caressant. Je dis aux chefs d'entreprise : regardez ce que les 250 d'entre vous qui ont su s'imposer comme les meilleurs dans le monde, dans certaines disciplines, regardez ce que les 1000 ou 2000 petites et moyennes entreprises, plus près de 2000 que de 1000 ont su faire. Et pour les petites et moyennes entreprises, c'était risqué, avec quelques instruments de crédit fragiles. Ils sont allés

partout, à l'autre bout du monde.

- J'ai visité une petite entreprise `Lectra Systèmes, à Bordeaux` de cinq personnes qui, avec l'ordinateur et le laser, a coupé ses tissus de telle sorte aujourd'hui c'est à Hong-Kong et à Singapour qu'elle vend ses chemises !

- J'avoue que j'ai été très flatté lorsque j'ai vu les deux jeunes gens qui ont monté cette entreprise signer pour être présents sur les comités de soutien à ma candidature.

- Eh bien il faut que les chefs d'entreprise comprennent que la formation, c'est aussi fait pour eux, et pas simplement pour le balayeur, ou pour l'OS, ou pour le brave petit cadre qui aspire à monter d'un cran dans l'échelle des salaires. Que c'est fait pour tous, quand ce ne serait que par la connaissance des langues et la capacité de parler quand on sort des frontières, plaisir dont je suis personnellement privé, de telle sorte que je comprends très bien ce qui manque aussi aux autres.

- Mais comme je ne prétends pas faire ce que je ne puis faire, j'invite les chefs d'entreprise, les cadres - mais eux l'ont déjà compris - à se doter du moyen de communiquer avec le monde entier, à happer chez eux toutes les techniques de pointe ou de tête et mieux encore, à les fabriquer chez nous, et donc à disposer des moyens d'étude et de laboratoire.

- Oui, c'est vrai, les chefs d'entreprise, dans le plus noble sens du terme, ont une large part de responsabilité. Ils ont réclamé plus et plus de liberté. Il faut qu'ils en usent pour aider la patrie, pour aider notre France à nous tous à apparaître désormais avant la fin du siècle comme l'un des pays dotés des chances de la réussite.\

Remarquez qu'il faut être juste, nous ne partons pas de loin. La France est aujourd'hui le 4ème pays du monde sur le -plan de ses exportations. Après avoir tracé le volet gris, il faut aussi que je trace le volet - comment ? - rose. La France est le 5ème pays du monde - et encore on peut en discuter avec la Grande-Bretagne - sur le -plan de la puissance de son économie, et dans certains domaines de son industrie, elle est la première, dans le domaine agro-alimentaire, elle est fort bien située, sans doute la première en Europe et pas tellement loin de ses concurrents étrangers de l'autre côté de l'Atlantique.

- Voilà nos atouts. Lorsque je faisais tout à l'heure des comparaisons, en déplorant la chute de notre commerce extérieur en produits manufacturés, j'aurais dû ajouter que depuis 1985, pour les raisons internationales que vous connaissez, le prix du pétrole a permis à la France d'économiser 100 milliards de francs. 100 milliards de moins dans nos excédents quand nous avons 100 milliards de moins à dépenser, reconnaissez que ce n'est pas la réussite qui pourra servir d'estampille ou de fanion au candidat qui se présente au nom de la majorité. Eh bien, mesdames et messieurs, chers amis, rien de cela ne se produira si nous ne savons pas organiser notre justice sociale autour du dialogue. Le dialogue, comment et par où ? La justice sociale, quels moyens ?\

Un sujet qui n'a pas pu être traité, faute de temps, hier soir `débat télévisé avec J. Chirac`, est celui de la protection sociale et surtout de son instrument principal, la sécurité sociale.

- C'est l'une des plus grandes conquêtes des batailles ouvrières depuis le début du 19ème siècle. C'est l'un des droits majeurs, qui explique et qui exprime la volonté de celles et de ceux qui ont partagé mon combat, ou dont j'ai partagé le combat. C'est qu'ils connaissent leur histoire, parce que leurs pères l'ont vécue, que vous, femmes et hommes du Nord, vous en connaissez la peine. Ces masses ouvrières arrachées aux travaux de la campagne avec la naissance de l'industrie, troupeau informe auquel on refusait toute identité particulière ou individuelle, sans aucun droit, ni au salaire, ni au repos, ni au congé, toute l'année, toute la vie.

- Après tout, le droit à la retraite, comme on disait, dans les villes et dans les campagnes, cela date d'il y a 50 ans, c'est le Front populaire. Les congés payés, cela date d'il y a 50 ans et du Front populaire. Et la liste est longue.

- L'homme au travail, au début de la révolution de 1848 : la dispute s'est installée au sein des nouveaux dirigeants républicains parce qu'un socialiste déjà, c'était Louis Blanc, disait : "on pourrait peut-être travailler moins de 12 heures par jour" et que les autres ont refusé.

- 12 heures par jour... j'ai cité partout, où je suis allé, parce que j'y tiens, qu'il a fallu attendre 15

ans de batailles parlementaires et dans la rue pour obtenir que les enfants de moins de 10 ans cessent de travailler 14 heures par jour dans le fond de la mine. Je me souviens d'avoir lu, avec Pierre Joxe, à Montceau `Montceau-les-Mines`, je crois, à moins que ce ne soit au Creusot, dans un musée local, ce mandement du ministre du commerce des années 1840, dans lequel il était dit qu'il était vraiment difficile de répondre à la revendication ouvrière pour que ces enfants de moins de 10 ans cessent de travailler 14 heures par jour, revendication dont on comprenait parfaitement l'aspect humain, ces pauvres enfants, c'est vrai c'était bien malheureux, mais le moment n'était pas venu, parce que notre société industrielle avait besoin de tous les efforts nécessaires et que, détail insupportable, c'étaient ces enfants là, parce qu'ils étaient petits, parce qu'ils étaient malingres, parce qu'ils étaient fluets, qui pouvaient aller un peu plus loin, au fond de la mine pour creuser encore, découvrir quelques kilos afin qu'ils soient remontés par les adultes dont la taille ne permettait pas ce travail.\

Voilà ce que c'était que la société industrielle de l'époque. Sans doute cela a beaucoup changé, mais la mentalité pas toujours... tout étant naturellement transposé, rien n'est naturellement égal, les conquêtes sociales se sont multipliées, mais il y a toujours quelque chose de nécessaire, toujours une nouvelle conquête à faire. La conquête du droit à la sécurité en 1945, après un premier essai utile en 1930, la naissance de la Sécurité sociale qui représente un des grands acquis que je vous invite, amis qui m'entendez, à défendre contre celles et ceux qui pensent que c'est trop lourd à supporter, qu'après tout on pourrait peut-être le retoucher. Or si on peut toujours modifier les choses et les façons de faire, il faut rester fidèle au principe et le principe est celui-ci, hérité des mutualistes d'anciens temps - il y a beaucoup de mutualistes dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, je le sais, ils avaient déjà inventé ce que serait ce droit, il y a un siècle, sans l'obtenir - : chacun devrait participer selon ses moyens, donc selon ses revenus, et chacun devrait recevoir selon ses besoins. Et dès lors que l'on rétablirait une relation directe entre le besoin - vieillesse, maladie, accident, également charges familiales, et d'une certaine manière, parallèlement, même si les organismes sont différents, le chômage - si l'on devait lier la sécurité au revenu, et non à cette grande notion de répartition, de partage, que je célèbre ce soir avec vous, alors très rapidement vous verriez ceux qui ont des revenus puissants, mieux protégés dans leurs vieux jours, devant l'accident, devant la maladie, et ceux qui seraient pauvres, moins protégés. Nous aurions donc une Sécurité à deux vitesses, une Sécurité sociale pour les riches, et une Sécurité sociale pour les pauvres.

- Je n'accuse pas les gouvernements de ces deux dernières années de l'avoir voulu, simplement je pense qu'il faut savoir résister à certaines tentations et savoir qu'un certain nombre d'organismes privés, notamment d'assurances, ne seraient pas fâchés de s'approprier une part de la Sécurité sociale en la gérant eux-mêmes.

- Et quand on me dit que la Sécurité sociale va très mal, j'ai tendance à penser que si elle allait si mal, il y aurait moins de preneurs, moins de candidats à la suite.\

Alors, la Sécurité sociale, j'ai donc dit son principe. Et sa pratique quelle est-elle ? C'est vrai qu'avec la pyramide des âges, c'est vrai qu'au début du siècle prochain, le prochain millénaire, il y aura plus de gens à la retraite et que les autres devront, comme c'est normal, dans la solidarité nationale, assurer cette charge et que cette charge risque de devenir trop écrasante.

- Alors, de quelle façon peut-on s'y prendre ? On nous pose le problème dès maintenant, pour 1988, comme une sorte d'obstacle à l'accession à la Présidence de la République, d'un Président qui ne serait pas conforme à l'actuelle exacte société dirigeante, ou le cas échéant à des majorités parlementaires qui ne répondraient, pas plus que le Président, aux mêmes prescriptions.

- Eh bien, je veux vous dire que la Sécurité sociale peut vivre, si on aborde sérieusement les problèmes qui se posent. En 1983, l'excédent de la Sécurité sociale a été de 11 milliards, en 1984 de 16 milliards, en 1985 de 13 milliards, et le gouvernement Fabius, l'effort ayant commencé sous le gouvernement Mauroy, a laissé en trésorerie quelque 30 milliards. Cette année, 1988, il est prévu un déficit de 19 milliards. Je ne pense pas que ce soit la prévision certaine et dangereuse de l'an 2005, qui a déjà fait basculer les comptes de 1988.

- Des mesures ont été prises. Très bien. nous ferons le bilan. s'il y a lieu. dès le mois de mai. fin

... ces mesures ont été prises très bien, nous réduisons le chômage, et il y a des, des le mois de mai, fin du mois de mai, début du mois de juin 1988. Nous utiliserons les excédents qui restent, de l'ordre de 10 milliards. Nous tirerons profit des quelques mesures prises ces derniers temps pour se tirer d'affaire, et qui devront être reconduites pour les six derniers mois de l'année. Nous parviendrons, grosso modo, à une quinzaine de milliards. Ce ne sera pas suffisant, alors il faudra s'attaquer à de nouvelles économies comme on a su le faire en 1983, 1984, 1985, à une meilleure gestion hospitalière, et il n'y a pas lieu de penser a priori que nous n'y parviendrons pas.

- Et si nous n'y parvenions pas, alors nous aborderions courageusement cette question, dès la fin de l'année, ou dès l'année prochaine, pour examiner de quelle manière une participation de l'ensemble des revenus, de l'ensemble salaires, mais naturellement pas des plus faibles, pourrait contribuer l'ensemble des salaires, mais naturellement pas des plus faibles, pourrait contribuer au sauvetage de la Sécurité sociale. Je dis cela par acquis de conscience, mais j'estime que nous n'en sommes pas là et que le ton comminatoire avec lequel on nous demande immédiatement de décider ces choses et de le dire dans cette campagne présidentielle, n'est pas de circonstance. Les mêmes méthodes, qui ont réussi en 1983 et la suite, peuvent permettre pendant quelques années, de cesser d'alourdir constamment les charges sociales par une simple gestion rigoureuse, juste, égalitaire, de la Sécurité sociale.

- Mais songez que pour les Caisses Maladie, pour réaliser les premières économies on a d'abord pensé, ces temps derniers, à faire - et on a fait - des économies sur les personnes très malades, qui sont très souvent des personnes très âgées. On leur a retiré ce qu'on appelle les médicaments de confort, c'est-à-dire qu'on a alourdi leur pauvre petit budget qui doit déjà faire front à la maladie grave, à la détresse, et au chagrin. Ces familles, ces personnes se trouveront privées de quelques médicaments qui peuvent leur être utiles.

- Vraiment, attaquer un si vaste sujet d'aussi dérisoire façon, c'est une indication inquiétante. C'est bien le reflet d'une disposition d'esprit et peut-être d'un conflit d'intérêt entre les différentes couches de notre société !

Je ne demande pas de bouleversements. Pendant toute cette campagne, de la droite et de l'extrême droite on s'étonnait en disant : "mais comment, vous ne proposez rien".

- Comme si cela leur manquait, des propositions qui auraient consisté à leur dire "la première chose que je propose c'est que vous cédiez un peu la place" ! Vraiment, cela leur manquait. Ils réclamaient, et j'ai vu des gens d'extrême droite se plaindre benoîtement que je ne sois pas assez socialiste ! Mauvais jeu ! Comment fait-on cela ? C'est Colin Maillard. Il y a toujours quelqu'un qui a les yeux bandés, on ne sait pas où on se trouve.

- Nous avons voulu simplement, et j'ai voulu dans cette campagne présidentielle, comme je l'ai dit en commençant, fidèle à mes choix, à mes engagements, j'ai voulu précisément ouvrir portes et fenêtres sur les autres, les associer à ma démarche et je persévère ce soir, je leur dis : venez, ayez confiance. Nous sommes capables de vous comprendre, si vous le voulez. Essayez de nous comprendre, cessez d'obéir à ces réflexes de refus. Nous ne sommes pas une race inférieure, une espèce à part. Notre cerveau est capable de comprendre les besoins de la société moderne ! Quel dommage que vous ne nous les ayez pas appris, ou qu'on ne les ait pas trouvés en arrivant, cela nous aurait évité des efforts !

- En vérité, je dis à celles et à ceux qui attendent, et qui espèrent, et qui le 8 mai prochain `deuxième tour`, si cela se passe comme nous l'attendons, sont prêts à prendre part à l'immense élan populaire, qui de nouveau propagera du plus modeste village à la grande ville, la chaîne des espérances, des volontés, je dis sans les désigner, ils se reconnaîtront eux-mêmes - je ne m'adresse pas à tel parti, je ne fais pas le calcul parlementaire, je ne cherche pas à diviser la droite, si elle désire rester soudée, les 51 de M. Pasqua, qu'elle reste donc soudée, c'est son affaire - mais je m'adresse aux esprits et aux coeurs, aux intelligences, aux sensibilités, et je sais que ce n'est pas la propriété de personne, ni d'aucun parti, ni d'aucun mouvement, que partout en France cela existe... déjà des milliers et des milliers dans cette salle et au dehors, nous pourrions être beaucoup plus encore, parce que nos adversaires de la veille nous auraient reconnus, auraient senti que notre démarche est inspirée par l'idéal d'une humanité qui aurait

cessé de souffrir, de souffrir d'abord de la domination de l'homme, mais aussi des erreurs ou des manquements de la nature.\

Le dialogue, ce sont les lois dont je vous ai parlé, ce sont les lois Auroux qui ouvrent le débat au sein de l'entreprise, c'est la politique contractuelle voulue par les organisations syndicales et qu'elles sont seules capables de mener à leur disposition, selon leur choix, c'est le licenciement traité sérieusement entre partenaires sociaux, c'est le refus des exclusions. Mais alors là, tabou, il y a des sujets qu'il ne faut pas traiter sans apparaître soit comme de mauvais Français, soit comme des hommes peu capables de comprendre les exigences nationales.

- Oui, pas d'exclusions. J'ai refusé l'exclusion de ceux qu'on appelle, de cette expression curieuse, les nouveaux pauvres, ceux qui n'ont rien, pas depuis 1981, déjà depuis quinze à vingt ans, avec la dégradation de notre appareil économique, au point que deux anciens ministres ou membres des gouvernements précédents, d'avant 1981, ont écrit des ouvrages sur ce sujet, intéressants et utiles, au point qu'un rapport a été commandé par le Premier ministre de la période précédente, avant 1981 `Raymond Barre`, afin de savoir de quoi on parlait, et c'est ce rapport qui a mis au clair la nouvelle pauvreté.

- Elle existait avant et je récusé l'accusation insupportable que la nouvelle pauvreté serait née avec les gouvernements de la législature 1981 - 1986, même si l'aggravation du chômage et la situation des fins de droits a naturellement accru, dans des conditions dommageables pour notre société, le nombre des exclus.

- Eh bien, unissons nous £ quand on propose la création d'un revenu minimum garanti d'insertion, c'est-à-dire à la fois une somme d'argent résultant d'un droit reconnu - une somme d'argent - mais aussi une dignité retrouvée avec un travail et une occupation - les deux termes sont liés - lorsque je propose un revenu minimum garanti d'insertion sociale, je ne propose pas le Pérou, il s'agit de sommes tout à fait modestes, mais enfin il faut vivre d'abord, et puis il faut financer.

- Je propose la reconnaissance d'un droit et je propose son financement qui proviendrait du retour à l'impôt sur les grandes fortunes : les plus riches aideront les plus pauvres, plutôt que d'en revenir à cette règle que je dénonçais hier soir, plutôt que d'appeler toujours les pauvres à aider d'autres pauvres.. Encore faut-il que ces derniers eux aussi pratiquent la solidarité, mais il est normal de commencer par ceux qui ne connaîtront pas l'indigence en sacrifiant une part assez modique finalement de leurs ressources.

- Donc, nous proposons un revenu minimum garanti d'insertion, financé par l'impôt, le retour de l'impôt sur les grandes fortunes, mais cela pourrait ne pas suffire £ c'est à l'intérieur du budget de la France que l'on fera la différence.

- Voilà, il n'y aura plus désormais d'hommes ou de femmes abandonnés. Ceux qui sont abandonnés, vous le savez bien, vous en connaissez, ils sont démunis, ils n'ont plus droit finalement à aucun papier, à aucune identité reconnue par aucune administration, ils n'ont plus d'état civil, ils ne sont rien, ils n'auront rien, ils sont perdus. Avons-nous le droit, chers amis, de laisser au bord de la route des centaines de milliers d'exclus pour cause de pauvreté ?\

` Suite sur le refus des exclusions `

- Mais il y en a d'autres : les immigrés ont occupé le centre de très nombreux débats depuis maintenant quelques mois.

- J'ai essayé de faire entendre le langage de la raison, de distinguer, de dire : mais, voyons les fils et les filles d'immigrés, lorsqu'ils sont nés en France, ils sont français. Qu'est-ce qu'on a besoin de leur faire passer des examens particuliers ? Les immigrés qui sont naturalisés, parce qu'ils l'ont demandé, et parce que l'administration très vétilleuse dans ces domaines, l'a accepté, ils sont français. Les premiers n'ont jamais été immigrés, c'était leurs parents, les deuxièmes ne le sont plus.

- Alors, de qui parle t-on ? Naturellement, je sais bien de qui on parle, de ces milliers, de ces dizaines de milliers, de ces centaines de milliers de ces millions de travailleurs immigrés qui ont été ramassés dans la période plus ancienne, à la fois un peu avant la deuxième guerre mondiale et depuis, dans les années 1960-70, ramassés par charters entiers ou par camions pour les

ramener dans les banlieues. On allait les chercher en Afrique du Nord, dans les pays d'Afrique noire £ cela permettait de payer moins cher une main d'oeuvre et, par comparaison, de résister plus fortement aux revendications des ouvriers français. Il en est venu de 2 à 3 millions en peu de temps, mais quand j'ai été élu en 1981, quand j'ai nommé le Premier ministre Mauroy, ils étaient là, ces immigrés, ils étaient là quelquefois depuis quinze ou vingt ans.. Ils étaient là et beaucoup étaient mariés, élevaient leur famille, intégrés à la société française. Ce n'est pas nous qui les avons amenés - je ne parle pas des clandestins - ce sont les autres, ceux qui aujourd'hui nous montrent du doigt en nous accusant de faiblesse à l'égard des immigrés. Ce sont ceux-là qui les ont conduits à venir sur notre sol et c'est pourquoi des mesures simplement humaines ont été adoptées à l'égard des immigrés installés depuis quinze ans en France ou venus avant l'âge de 10 ans, ou qui avaient fondé leur famille sur notre sol. Etait-ce injuste, on m'en faisait quasiment le reproche hier encore, était-ce injuste ? Bien entendu, cela signifie que nous ne sommes pas en mesure d'accepter sur notre sol, aussi tragique que cela soit sur le -plan des destins individuels, ceux qui, clandestinement, sans contrat de travail, sans carte de séjour, viennent s'ajouter à tous les malheurs d'une société souffrante.

- Alors, il faut avoir le courage de dire non et je dis non, il ne faut pas d'immigration clandestine. Mais selon la loi Mauroy d'insertion dans le pays d'origine, contribution de la France aux pays mal équipés pour le retour de leurs nationaux, avec des lois comme celle-là, intelligemment traitées, on peut arriver peu à peu à alléger notre charge. Etant entendu que la règle majeure est que tout immigré admis au travail et donc à vivre avec nous et chez nous, à nous apporter les - fruits de son labeur, doit disposer de tous les droits sociaux que reçoivent ses camarades français.\

` Suite sur les immigrés `

- On a parlé du droit de vote. Je ne l'ai pas proposé, ayant constaté que la réforme de la Constitution, c'était une machine un peu lourde, soit le vote du Parlement.... regardez du côté du Sénat, soit par referendum. Mais j'ai considéré l'-état actuel de nos moeurs et constaté que nous risquions par referendum, si nous le décidions - je ne l'ai pas proposé, mais si quelqu'un le proposait - de fixer pour quinze ou vingt ans un refus définitif à l'amélioration de cette situation.

- Je ne l'ai pas proposé, je ne le propose pas. Mais je pense que les Français et les Françaises sont assez grands pour réfléchir et admettre qu'il n'y a pas de paria chez nous, qu'il ne peut pas y en avoir, que les enfants ont droit à leur école, que les logements ont droit à leur eau, à leur électricité, que le chemin ou la route a le droit à son revêtement, que chaque homme et que chaque femme a droit à sa dignité.

- Ai-je scandalisé quelqu'un en disant cela ? Est-ce que mes paroles serviront d'aliment pour les arrangements de la dernière semaine ? Est-ce que cela permettra les exaltations instinctives et parfois racistes qui enflamment une certaine fraction de la population ? Est-ce que j'aurais prononcé des propos imprudents en disant ce que je dis, qui est tout simple, que toute femme et tout homme de coeur comprend et comprendra bien au-delà de nos rangs, bien au delà de nous ?

\

` Suite sur les immigrés `

- Cela existe partout, ceux qui comprennent qu'une des tâches essentielles des hommes et des femmes responsables c'est d'élargir les solidarités, c'est de fonder le droit de vivre ensemble. Et tout en reconnaissant les différences et d'abord les différences de culture qui sont les plus pesantes, de considérer qu'a priori aucune n'est inférieure à l'autre et que dans la grande marche vers le destin qui nous pousse en avant et toujours en avant, de génération en génération, nous avons à imaginer, à construire le monde du siècle prochain où l'on reconnaitra comme vérité élémentaire ce qui n'est encore reconnu que par des minorités.

- Alors moi, je suis sûr d'être entendu. Je ne désigne personne, mais je pense à une longue, longue tradition, très forte : comment est né le christianisme ? Comment est-il né ? Il y aura 2000 ans, 3000... eh oui, cela va très vite, et puis 1000 encore... ce sera vite fait, à voir l'allure à laquelle filent les jours...

- Moi je commence à m'inquiéter. Qu'est-ce que c'est que le temps qui nous sépare de l'enseignement du Christ ? Je ne vous le propose pas, ce n'est pas mon rôle. Il y a ici beaucoup

l'enseignement de l'enseignant. Ce ne vous le propose pas, ce n'est pas mon rôle. Il y a en beaucoup d'incroyants. Mais au moins cet enseignement-là, c'était l'égalité profonde des hommes et des femmes entre eux, c'était la reconnaissance d'un droit fondamental. Eh bien cette tradition-là, tradition spirituelle, elle s'est perpétuée jusqu'à nous. Il y a des milliers, peut-être des millions d'hommes et de femmes qui s'inspirent de cette tradition, qui s'y reconnaissent et qui entendent, croyez-moi, notre message, même si jusqu'alors ils n'ont pas voté pour nous.

- Je les appelle à nous rejoindre sans renoncer à être eux-mêmes, sans renoncer à rien, mais en considérant qu'une majorité en France existe sur ces thèmes de solidarité, d'égalité profonde et de refus des exclusions. C'est leur démarche et c'est la nôtre, même si nous avons pris pour y arriver des itinéraires différents.

- Je n'ai pas parlé là d'exclus, je veux simplement parler d'inégalité. Mais l'inégalité confine à l'exclusion.\

Croyez-vous vraiment qu'on puisse considérer qu'il y a égalité de traitement - c'est énorme, ce que je vais dire - entre les femmes et les hommes en France ? Je ne vais pas essayer de perdre la confiance de tous les hommes qui sont ici... et puis moi-même, je n'ai pas pleinement envie de céder mes droits acquis...

- ... Dégraisser ! Vous imaginez ! Dégraisser une entreprise... la graisse en trop ! Lorsqu'on voudra renvoyer, licencier, par qui commencera-t-on ? Par les femmes ! Les deux tiers des smicards sont des femmes ! La majorité des chômeurs, ce sont des femmes ! C'est elles qu'on licencie d'abord, puisqu'elles ont une formation généralement sous-qualifiée. Et puis, lorsqu'elles ont la qualification égale à celle des hommes, elles reçoivent en moyenne un salaire de 15 % inférieur à celui des hommes. Elles ne sont pas exclues ? Elles ne sont pas victimes d'une inégalité pratiquement inacceptable ? Il faut dire que le premier effort qui a été accompli en ce sens l'a été par la Loi Roudy, en 1983, je crois.

- Egalité dans la formation, à l'école puis dans l'enseignement professionnel, égalité d'accès aux métiers, à qualification égale salaire égal, et puisque leur rôle dans la vie est différent de celui des hommes, puisqu'elles ont généralement - pas toujours - la charge principale de l'enfance, il faut qu'elles puissent choisir. C'est à elles, et à elles seules, qu'il appartient de déterminer ce qui leur convient, ce qui est le mieux pour elles et pour ceux qu'elles aiment, pour leur famille.

- Veulent-elles poursuivre leur travail professionnel ? Eh bien ! Qu'elles continuent lorsqu'elles en ont un. Veulent-elles cumuler le travail familial et la tâche professionnelle ? Qu'elles le fassent, mais dans ce cas-là il leur faut des équipements socio-collectifs pour pouvoir garder leurs enfants, pour qu'ils ne soient pas abandonnés, ce qui condamne d'ailleurs les femmes à ne pas choisir puisqu'elles sont contraintes de rester là et donc d'abandonner leur métier. Préfèrent-elles rester quelque temps à la maison tout en ayant la garantie de retrouver un travail ? Qu'elles choisissent !

- Il faut donc que la société s'organise de telle sorte que le choix soit libre, car il ne l'est pas.\ Lorsqu'on s'est flatté quelque part d'augmenter l'allocation parentale d'éducation jusqu'à la valeur du SMIC, nous disons oui. Mais quand on a tendance à occulter le fait que cette allocation parentale d'éducation a été créée en 1985 par le gouvernement Fabius, on n'est pas juste ! Cette initiative, elle nous appartient. Et si la montée en puissance permet d'un budget à l'autre d'améliorer cette situation, nous nous en réjouissons.

- Et le congé parental ? Et les allocations familiales ? Qui les a augmentées de 50 % en 1981, en deux fois ? Qui a permis l'amélioration du pouvoir d'achat de ces allocations pour les familles de 2 enfants, de 46 % et du pouvoir d'achat moyen des autres familles - moins de 2 ou plus de 2 - de 20 % entre 1981 et 1986, alors que c'est resté stationnaire - pour peu que cela n'ait pas baissé - entre 1986 et 1987 ? Qui a fait cela ? C'est bien ce que nous avons voulu faire et nos familles, aujourd'hui, sont en mesure de répondre un peu mieux à leurs obligations.

- Où sont les crèches créées au cours de ces derniers temps, que ce soit les crèches officielles ou que ce soit les crèches parentales ? Qui aide vraiment une femme à disposer dans les grands ensembles des équipements collectifs dont elle a besoin ? Vous savez bien qu'une femme - ce sont les statistiques les plus modestes - travaille 60 heures par semaine. Ce n'est pas les 39 heures ! 60 heures en moyenne, ce qui veut dire qu'il y en a beaucoup qui font plus de 60

heures par semaine !

- Il y a donc inégalité professionnelle, sûrement, et dans les conditions de vie, au détriment des femmes. Cette inégalité confine parfois à l'exclusion. Je pense en particulier aux femmes seules, aux femmes seules qui ont des enfants. Il y en a quelque 750000, tandis qu'il y a environ 200000 pères de famille qui se trouvent eux-mêmes dans cette situation £ 1500000 enfants qui doivent être élevés dans les pires conditions : un seul parent, avec le plus souvent la pauvreté et l'isolement !

- Voyons ! Est-ce que nous n'avons pas le droit de proposer un effort à la nation pour permettre aux mères de famille, aux pères isolés, aux familles françaises de vivre mieux ? Il ne suffit pas de dire : j'aime la famille £ je veux que la famille soit une des grandes valeurs de la France ! Nous savons tous qu'elle l'est, mais nous n'entendons pas renier ce principe essentiel qui veut que chaque membre de la famille, et d'abord la femme, doit disposer de la liberté de choix.\

Les exclusions, dernier exemple, de tragiques circonstances qui exigent de notre part à tous sans doute quelques paroles de ma part, et puis le silence.

- La Nouvelle-Calédonie. Je sais que dans cette région, et particulièrement à Villeneuve-d'Ascq, des familles de gendarmes tremblent de chagrin. Nous devons à ces familles, d'abord, la solidarité. Nous devons rendre hommage au courage de ceux qui sont morts ou de ceux qui sont exposés et, dépassant ces cas douloureux, examiner les raisons pour lesquelles on en est là.

- En 1986, au mois de mars, depuis un peu plus d'un an, la paix règne en Nouvelle-Calédonie. Deux élections importantes s'y sont déroulées, l'une en 1985 - septembre - ce sont des élections régionales, l'autre législative, ce sont les élections de mars 1986. Toutes les ethnies y ont participées. Les élections régionales ont permis à trois canaques, indépendantistes, de présider les régions. Trois d'entre eux. Ils ont des budgets. Ils gèrent leurs régions. Ils sont minoritaires au sein du Congrès. Il y a toujours des querelles, mais il n'y a pas de guerre civile, il n'y a pas d'affrontements, on se parle et on gère.

- Pourquoi avoir voulu à tout prix casser ce système qui se mettait en place pour répondre à des revendications d'une autre ethnie, celle qui est d'origine européenne, mais surtout à ses dirigeants, les maîtres de l'archipel depuis si longtemps ? Pourquoi a-t-il fallu gâcher cette besogne pour imposer la loi des interdictions et du commandement contre le dialogue ?

- La réponse en toute chose - j'ai commencé mon exposé de ce soir sur ce thème et je le finirai avec cela - c'est de préférer toujours le dialogue à l'affrontement, la confiance au refus. La nation doit solidarité à ses fils et ses filles aujourd'hui exposés, menacés, mais elle leur doit plus grande justice encore en dessinant le futur d'une population vouée aux pires déchirements. Et c'est à la République - la République française, au nom de laquelle je m'exprime en ce jour, Président de la République française - c'est à elle d'être l'arbitre, d'imposer la loi de la justice, de la solidarité et du dialogue. On dira : autant qu'il est possible.. Naturellement, autant qu'il est possible, à la condition de ne pas rendre impossible par des actions irresponsables, à condition de ne pas tourner le dos à l'histoire, à condition de ne pas reculer de trente ans pour tomber dans un système colonial dérisoire, absurde, ridicule et coupable ! Alors qu'avec Mendès France et De Gaulle, on en avait fini, ou bien l'on croyait en avoir fini, avec cette période si déchirée de la fin d'un Empire et du commencement d'autre chose, de la solidarité et de l'estime entre des peuples qui ont su rester, partout en Afrique, les amis les plus sûrs de la France.\

` Suite sur la Nouvelle-Calédonie `

- Voilà pourquoi j'invite les responsables à tenter encore le dialogue. Sans doute faut-il que cela soit compris de part et d'autre et que ne soit pas maintenue d'autre part la loi de la force ou la loi des otages. Cela aussi doit être refusé ! Mais l'on ne débouchera sur la paix et sur la concorde revenues que si nous choisissons les voies de la justice, que si la République exerce son devoir d'arbitrage, ce que je ne manquerai pas de faire quand il le faudra.

- On dira : ne le faut-il pas déjà ?...

- Il faut commencer par rendre leur liberté à ceux qui l'ont perdue - je parle là de ceux qui se trouvent aujourd'hui retenus malgré eux, dans des conditions inacceptables, à Ouvéa - mais aussi à condition que soient rendus à tout un peuple, minoritaire certes, mais qui mérite le respect, les

égards auxquels il a droit, dans le respect de sa culture, dans la possession de ses terres, dans la préservation de sa tradition et dans sa capacité à se développer en compagnie des autres ethnies que l'histoire a fixées là, à des temps différents, mais depuis si longtemps, sur le même sol. Ce drame des ethnies dont chacune prétend bâtir un Etat exclusif au détriment des autres, on le connaît ailleurs. Allons-nous nous-mêmes recommencer ce cycle ? Alors que nous invitons les autres, là, dans le Proche-Orient, à plus de sagesse, serions-nous incapables de nous appliquer à nous-mêmes ce conseil ?

- Je demande donc aux responsables des formations indépendantistes Canaques de comprendre qu'elles doivent liberté, vie et sécurité à ceux des nôtres aujourd'hui menacés et que la France doit justice, liberté et sécurité aux populations qui se sentent menacées.

- Est-ce que ces paroles, celles que je viens de prononcer dans l'exercice de ma fonction, ne sont pas plus nécessaires que les appels à la haine redoublés ? Est-ce que par des actes juridiques d'interdits nous aurons accru les chances de la paix ? Faut-il aller de déchirements en déchirements, de blessures en blessures, de morts en morts ? Est-ce que ce n'est pas à la France de faire entendre la voix de la sagesse ?

- Voilà pourquoi je ne suis pas disposé à écouter les paroles de colère et de haine qui s'élèvent de toutes parts. Voilà pourquoi je ne suis pas disposé à engager la France à frapper telle communauté plutôt que telle autre. Voilà pourquoi je demande la disparition sans distinction de toutes les milices armées qui s'apprêtent à se déchirer. Voilà pourquoi les médiations sont nécessaires.

- Et puis, je pense à la vie de ceux qui attendent pieds et mains liés dans la nuit, dans la nuit de leurs jours, enfermés en sous-sol. Rien ne doit être fait qui ajoute à leurs risques. En même temps, bien entendu, la République ne peut pas céder sur l'essentiel, mais engageons le dialogue, il y a les hommes de bonne volonté de part et d'autre, j'en suis sûr. Donnons sa chance à la concorde. Donnons sa chance à la paix revenue. Tentons encore, encore. Refusons de céder à la pression des intérêts, aux violences physiques et aux violences morales.

- Je souhaite être entendu et j'agirai en conséquence.\

Mesdames, messieurs, chers amis, nous allons maintenant nous séparer. Enfin, je vais quitter cette tribune et vous, cette salle. Mais on ne se séparera pas, si bien compris ce que vous vouliez me dire. Il y a d'autres façons de rester ensemble. Je voudrais lancer un appel, à vous aussi.

- (L'assemblée - on va gagner, on va gagner !)

- Merci, merci. Je me méfie un peu de cette ritournelle car j'ai vu, à la télévision et dans les stades, beaucoup d'équipes qui disaient cela, et le résultat n'était pas assuré d'avance, d'autant plus qu'on le disait chez les supporters des deux équipes, sur le même terrain. Il y avait donc forcément quelqu'un qui avait tort !

- Alors, pour avoir raison le dimanche 8 mai, d'abord faisons notre devoir, nous. Ensuite, dispersons-nous pour rencontrer les autres. Nous avons 8 jours pour convaincre. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse de plus ? C'est à vous de prendre le relais. D'ailleurs, vous l'avez fait. C'est en vous démultipliant par centaines de milliers, et, après tout, pourquoi ne pas parler de millions car il y en a déjà plus de 10. Et pourquoi ne pas compter sur ceux qui partagent avec nous les mêmes valeurs démocratiques, que n'ont distingués que les préférences d'un premier dimanche ? Ceux-là vont se retrouver, c'est sûr ! Mais combien d'autres encore qui, leur champion disparu, se disent : après tout, celui que le sort nous désigne n'est peut-être pas celui que nous désirions - ni l'autre non plus, et là je parle de moi - mais, malgré tout, ce n'est pas ma personne qui est en cause, c'est peut-être une certaine philosophie de la vie, une certaine façon d'appréhender les problèmes humains. Ce ne sont pas les miens, c'est la tradition, l'école d'esprit dont nous nous réclamons qui refuse les exclusions, y compris bien entendu l'exclusion de nos adversaires politiques de la veille, dès lors que nous parlons le même langage. Il est actuellement des langages incommunicables. Par exemple celui qui tend à dire : presque 20 et 16.. un peu plus... cela fait 36... 36 et 15, ou à peu près, cela fait 51... et c'est d'ailleurs vrai en calcul... l'opération mathématique est absolument indiscutable. Examinons le contenu. Alors quoi, ils seraient tous la droite et quelle droite ? Ils seraient tout cela ? Je n'y crois pas. Et je le crois d'autant moins que les phénomènes qui se produisent aujourd'hui et qui se sont cristallisés

« d'autant moins que les phénomènes qui se produisent aujourd'hui et qui se sont cristallisés parfois autour des immigrés ou du refus des étrangers, certaines formes de racisme, ont d'autres causes, ces causes proviennent du fond de notre société, des malheurs qu'elle secrète ou des incertitudes, des anxiétés, des angoisses, des incommodités de chaque jour, de la vie quotidienne, de la menace du chômage, et combien de nos concitoyens, attirés seulement par les propos éloquentes, souvent démagogiques, n'ont pas véritablement adhéré à cette philosophie ? Simplement, ils craignent pour la France parce qu'ils craignent pour eux. Ils souffrent pour la société parce qu'eux-mêmes souffrent. Et, si nous devons demeurer, et nous le devons, intransigeants, sur l'idéologie, nous devons entendre le malheur social, agir à l'inverse de certaines forces de droite qui se font complaisantes pour l'idéologie et dures, dures d'oreille tout au moins, à la demande sociale. »

En tout cas, je voudrais qu'on sache que le devoir de la République c'est de rester sur le plan de ses principes, intransigeante, intransigeante sur les valeurs qui ont fondé notre démocratie. Il n'est pas de concession possible sur ce terrain, même si, comme je viens de vous le dire, nous avons pour devoir d'examiner de plus près ce qui se passe chez nous en France, pour mieux percevoir les phénomènes qui s'y déroulent et qui risquent, une fois de plus, de séparer notre nation, de jeter dans des divisions, de reprendre le mauvais chemin de la discorde. Veillons-y. Ne comprenons pas, ne cherchons pas à comprendre l'idéologie. Comprendons les femmes et les hommes, les ressorts de leur adhésion ou de leur vote, mais disons-leur aussi qu'élus Président de la République à nouveau, avec celles et ceux qui ont bien voulu contribuer à l'éventuelle victoire, il n'y aura pas de compromis possible sur la manière dont nous concevons les fondements de notre société.

- Alors, allons-y ! Etes-vous prêts ? Possédez-vous en vous la volonté d'agir ?

- (L'Assemblée - Oui ! Oui !)

- Celle de conquérir pour la République, pour la démocratie ?

- (L'Assemblée - Oui ! Oui !)

- Défendre l'idée que nous nous faisons, nous aussi de la France ?

- (L'Assemblée - Oui !)

- Dans la société civilisée de l'Europe, où nous sommes ? Le voulez-vous ?

- (L'Assemblée - Oui !)

- Il reste huit jours, neuf jours. J'attendrai avec la plus extrême patience, un samedi, un dimanche, un lundi, un mardi jusqu'au dimanche suivant... beaucoup de sérénité, mais avec au-dedans de moi-même l'immense ambition, parce que je la crois noble, d'accomplir, avec vous, l'étape suivante de notre Histoire de France.

- Vive Lille !

- Vive la République !

- Vive la France !